

PÉRIMÈTRE DU VAR SUPERIEUR
FORÊT DOMANIALE DES SOURCES DU VAR

Territoire communal
d'Entraunes

Col de la Cayolle –
Construction d'un ouvrage
parafouille

Cadre du Bordereau des Prix Unitaires
(CBPU)

SOMMAIRE

1.	PRINCIPES GENERAUX.....	4
1.1.	CONSTATATIONS ET CONSTATS CONTRADICTOIRES.....	4
1.2.	TRAVAUX PREPARATOIRES.....	4
1.2.1.	Accès existants.....	4
1.2.2.	Dérivation des eaux.....	4
1.2.3.	Ouvrages provisoires.....	4
1.2.4.	Traitement de la végétation.....	4
1.3.	ALEAS DUS A DES PHENOMENES NATURELS EXCEPTIONNELS.....	5
1.3.1.	Conditions d'attribution du dédommagement.....	5
1.3.2.	Mode d'évaluation de l'indemnité éventuelle.....	5
1.3.3.	Influence sur le décompte du délai d'exécution.....	6
2.	TRAVAUX PREPARATOIRES.....	7
2.1.	INSTALLATION ET REPLI DE CHANTIER.....	7
2.2.	ACCÈS.....	7
2.3.	DÉRIVATION ET POMPAGE DES EAUX.....	7
3.	TERRASSEMENTS.....	8
3.1.	DÉBLAIS.....	8
3.2.	REMBLAIS.....	8
3.2.1.	Remblai latéral en enrochements secs.....	8
3.2.2.	Reprofilage et régalinge du lit du ravin entre les ouvrages BA15 et BA14.....	8
4.	ENROCHEMENTS BETONNES.....	9
4.1.	ENROCHEMENTS – BLOCS PRÉLEVÉS SUR SITE.....	9
4.2.	ENROCHEMENTS - BLOCS DE CARRIÈRE.....	9
4.3.	FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DU BÉTON DE CLASSE XF3.....	9
5.	DIVERS.....	10
5.1.	DOSSIER DE RECOLLEMENT.....	10

1. PRINCIPES GENERAUX

1.1. CONSTATATIONS ET CONSTATS CONTRADICTOIRES

Les constatations concernant les prestations exécutées portent sur les éléments nécessaires pour déterminer les quantités à prendre en compte selon les stipulations du présent Cadre du Bordereau des Prix Unitaires. Elles donnent lieu à la rédaction d'un constat (attachement) dressé par le représentant du Service R.T.M. contradictoirement avec l'entrepreneur.

Ce document doit être signé, pour accord, par les 2 parties (art. 12 du C.C.A.G.).

1.2. TRAVAUX PREPARATOIRES

A défaut d'être explicités dans l'offre, le coût des travaux préparatoires est réputé compris dans les différents prix du bordereau.

1.2.1. *Accès existants*

Aucune indemnité pour droit de passage ne sera accordée à l'entrepreneur.

Pendant la durée du chantier, l'entretien des accès est à la charge de l'entreprise.

La remise en état des chemins et routes communaux, privés ou domaniaux, au cours et à l'issue du chantier, est à la charge de l'entreprise.

1.2.2. *Dérivation des eaux*

Sa réalisation, son entretien courant et le rétablissement des eaux dans leur cours en fin de chantier sont à la charge de l'entrepreneur, sauf cas de phénomènes naturels exceptionnels (cf. paragraphe 1.3 ci-après).

1.2.3. *Ouvrages provisoires*

Toutes les dépenses de fournitures et de main d'œuvre relatives aux ouvrages provisoires nécessaires pour faciliter et assurer l'exécution des travaux dont il n'est pas fait mention au présent cadre, tels que pose et dépose de clôtures, ponts de service, chemin de roulage, plateforme de chantier, etc. ..., restent à la charge de l'entrepreneur. Ces frais éventuels sont réputés compris dans les frais d'installation de chantier ou dans les prix unitaires.

1.2.4. *Traitement de la végétation*

Toutes les dépenses liées à un éventuel traitement de la végétation nécessaire à la constitution de l'accès à la zone de travaux, sont à la charge de l'entrepreneur.

1.3. ALEAS DUS A DES PHENOMENES NATURELS EXCEPTIONNELS

Si des masses considérables de matériaux sont charriées par une crue caractérisée du torrent et que ces phénomènes naturels, causent des ravages sérieux, compromettant la bonne marche du chantier, et ceci malgré la présence des dispositifs de sécurité et de protection, un dédommagement peut être accordé à l'entrepreneur sous réserve :

- qu'il ait fait diligence pour limiter au minimum les périodes de risques (travail en continuité...),
- qu'il ait correctement entretenu les dispositifs de sécurité et de protection commandés par le maître d'œuvre.

1.3.1. Conditions d'attribution du dédommagement

L'application de l'assimilation à des cas de force majeure ouvrant droit à un dédommagement reste du ressort exclusif du maître de l'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre.

Le principe d'un dédommagement ne sera admis que :

- si les dégâts sont le fait de phénomènes naturels exceptionnels et imprévisibles et qui par leurs forces dévastatrices et leur soudaineté peuvent être assimilés à des cas de force majeure,
- si aucune négligence, imprévoyance, défaut de moyens ou malfaçon dans les mesures de protection et de sécurité ne peut être relevée à l'encontre de l'entrepreneur,
- si les faits sont signalés immédiatement au maître d'œuvre et confirmés par écrit le jour même.

Seront seuls indemnisés les travaux indispensables à la remise en état des lieux dès lors qu'ils auront été réalisés en régie ou à l'entreprise sous le contrôle direct du maître d'œuvre.

Pourront faire l'objet d'une indemnisation :

- Dégagement des fouilles : si elles ont été comblées à plus de 50 %
- Réfection des bétons : (propreté ou vibré) soit que fraîchement coulés, ils aient été entraînés par les eaux, soit que leurs démolitions s'avèrent nécessaires à une reprise correcte des travaux.
- Fournitures indispensables à la remise en état des lieux
- Outillage et petit matériel de chantier détruits, perdus ou rendus inutilisables à condition que le phénomène naturel soit survenu durant les heures de travail.

Ne pourront faire l'objet d'aucune indemnisation :

- les matériaux, fournitures et outillages qui doivent être stockés hors d'atteinte des crues du torrent.
- les engins et gros matériels de chantier (bouteurs-pelles, compresseurs-matériels de levage, de transport, de forage, etc...) qui doivent également être maintenus à l'abri des crues en dehors des heures de travail et, en tous cas, couverts par une assurance dont le coût est réputé compris dans les prix du marché.

1.3.2. Mode d'évaluation de l'indemnité éventuelle

- Dégagement des fouilles et réfection des bétons : seront réglés à l'entrepreneur, aux prix du marché selon les mêmes conditions de calcul.
- Main d'œuvre : les frais de main d'œuvre y compris les indemnités de panier que nécessiteraient les travaux de remise en état seront remboursés à l'entrepreneur à prix coutant.
- Toutefois, lorsque ce sera possible, en particulier lorsque les dégâts seront peu importants, l'entrepreneur ne devra employer que de la main d'œuvre non qualifiée (manœuvre).
- Dans tous les cas, il se soumettra, pour la composition des équipes aux indications du maître d'œuvre ou de son représentant.
- Les heures d'engins divers participant aux travaux de remise en état, seront payées suivant les prix fixés contradictoirement en début de chantier dans les mêmes conditions que celles prévues au C.C.A.P. pour les travaux annexes en régie.
- Les fournitures indispensables à la remise en état des lieux seront réglées à l'entrepreneur à l'unité, suivant les prix unitaires figurant sur les factures des fournisseurs présentés par l'entrepreneur.

- L'outillage et le petit matériel de chantier irrécupérables seront remboursés à l'entrepreneur à un taux (% de la valeur nette) fixé contradictoirement entre l'entrepreneur et le maître d'œuvre ou son représentant en début de chantier, en fonction de leurs états d'usure à cette date.

1.3.3. *Influence sur le décompte du délai d'exécution*

Il sera fait application de dispositions prévues au C.C.A.P.

2. TRAVAUX PREPARATOIRES

2.1. INSTALLATION ET REPLI DE CHANTIER

Ce poste inclut pour toute la durée du chantier toutes les sujétions de bon fonctionnement du chantier notamment :

- L'installation d'accueil du chantier ;
- L'aménagements et replis des engins de chantier ;
- Les sujétions d'abris et de stockage du matériel ;
- La demande des autorisations de passage ;
- Les éventuels branchements aux réseaux divers et consommations correspondantes ;
- La signalisation, propreté ;
- La remise en état des lieux.

Le paiement se fera :

- 1/2 du prix forfaitaire après le démarrage du chantier,
- 1/2 du prix forfaitaire après remise en état des lieux et repli complet.

2.2. ACCÈS

Le prix forfaitaire comprend :

- La constitution d'une piste d'accès provisoire à la zone de travaux depuis la route ;
- L'effacement de la piste une fois les travaux achevés ;

Le paiement se fera après la remise en état.

2.3. DÉRIVATION ET POMPAGE DES EAUX

Le prix comprend la fourniture, l'installation, le fonctionnement, l'entretien et le retrait des ouvrages de détournement et pompage des eaux d'un principe proposé par l'entreprise et agréé par le Maître d'œuvre.

Le détournement s'entend comme défini dans le CCTP.

Le paiement se fera :

- 1/2 du prix à l'ouverture,
- 1/2 du prix après la remise en état.

3. TERRASSEMENTS

3.1. DÉBLAIS

Ce prix, payé au mètre cube (m³), rémunère les terrassements en déblai de toute nature nécessaires à la réalisation de la fouille de l'ouvrage para fouille, conformément aux plans et aux prescriptions du CCTP. Il inclut l'extraction, la mise en dépôt provisoire, le tri des matériaux réutilisables sur place et toutes les sujétions de sécurité (blindage, talutage).

3.2. REMBLAIS

3.2.1. *Remblai latéral en enrochements secs*

Ce prix, rémunéré au mètre cube (m³), rémunère la mise en place des remblais en blocs au contact de l'ouvrage para fouille, conformément à l'article 4.2.1.4.1 du CCTP.

Il comprend le tri des matériaux issus des déblais, a reprise, le transport et la mise en place des blocs de 0,3 m à 0,5 m de diamètre pour combler les vides et assurer le calage de l'ouvrage. Ce prix exclut toute sujétion d'appareillage ou de finition soignée.

3.2.2. *Reprofilage et régalinge du lit du ravin entre les ouvrages BA15 et BA14*

Ce prix, rémunéré au forfait (Ft), rémunère l'ensemble des travaux de finition des terrassements après construction de l'ouvrage, conformément à l'article 4.2.1.4.2 du CCTP.

Il comprend la reprise de tous les matériaux de déblais restants sur le site, leur transport et leur régalinge dans le lit du torrent sur le tronçon spécifié pour reconstituer un profil cohérent avec le terrain naturel.

4. ENROCHEMENTS BETONNES

4.1. ENROCHEMENTS – BLOCS PRÉLEVÉS SUR SITE

Le prix unitaire est celui du mètre cube (m³) d'enrochement mis en œuvre conformément au CCTP en respectant, sauf prescription écrite du maître d'œuvre, les dimensions de l'ouvrage définies par les plans et l'avant métré. Les dépassements en épaisseur ne seront en aucun cas pris en compte.

La composition et les caractéristiques du béton et des blocs sont définies au CCTP.

Le volume pris en compte correspond au volume strictement liaisonné au béton.

Ce prix unitaire comprend :

- Le tri des éventuels blocs disponibles sur place au sein des matériaux extraits lors des travaux de terrassement en déblais et leur mise en dépôt provisoire ;
- La mise en œuvre et l'agencement ;

4.2. ENROCHEMENTS - BLOCS DE CARRIÈRE

Le prix unitaire est celui du mètre cube (m³) d'enrochements mis en œuvre conformément au CCTP en respectant, sauf prescription écrite du maître d'œuvre, les dimensions de l'ouvrage définies par les plans et l'avant métré. Les dépassements en épaisseur ne seront en aucun cas pris en compte.

La composition et les caractéristiques du béton et des blocs sont définies au CCTP.

Le volume pris en compte correspond au volume strictement liaisonné au béton.

Ce prix unitaire comprend :

- La fourniture et le transport sur site des blocs depuis le lieu d'emprunt ;
- La mise en œuvre et l'agencement ;

4.3. FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DU BÉTON DE CLASSE XF3

Ce prix unitaire, payé au mètre cube (m³) de béton réellement mis en œuvre, rémunère la fourniture et l'application du béton de liaison pour l'ouvrage parafouille.

Ce prix comprend :

- La fourniture de tous les constituants (ciment, granulats, adjuvants) conformes aux spécifications de l'article 3.3.1 du CCTP ;
- La fabrication sur place du béton de classe XF3, conformément à la formule validée ;
- Le transport et la mise en œuvre du béton dans le massif d'enrochements, y compris le serrage par vibration ;
- La protection et la cure du béton pendant le durcissement ;
- L'ensemble des frais liés aux études, épreuves et contrôles de la qualité du béton, tels que spécifiés à l'article 3.3.1.4 du CCTP (fourniture du rapport d'épreuves d'étude, réalisation de l'épreuve de convenue, et contrôles de production sur chantier).

5. DIVERS

5.1. DOSSIER DE RECOLLEMENT

Ce prix forfaitaire (Ft) rémunère :

- l'établissement et la remise par envoi électronique après exécution des travaux des plans de recollement (implantations et dimensions),
- les documents d'essai et d'approbation des fournitures,

Il sera remis au maître d'œuvre lors de la réception.

A _____ le _____
L'Entrepreneur (ou les entrepreneurs)
(Signature(s) et cachet(s))